



N° 341 – février 2006

foi et développement

CENTRE INTERNATIONAL LEBRET-IRFED

49, rue de la Glacière - 75013 Paris - FRANCE

Tel 33(0)1 47 07 10 07 - Fax 33(0)1 47 07 68 66

e-mail : publications@lebrete-irfed.org

EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE

Entre le passé socialiste et l'avenir européen la délicate mutation des sociétés civiles

par Lidmila Němcová *

Comment passer du partage forcé au partage consenti ? Comment bâtir, sur les décombres d'un socialisme imposé, des sociétés est-européennes modernes, respectueuses des principes de solidarité et de liberté de l'Union européenne ? Dans l'article ci-dessous, Lidmila Němcová ne cache ni les désillusions nées de la chute du Mur de Berlin en 1989, ni les fractures attisées depuis par l'apparition d'un capitalisme pur et dur, à la faveur notamment des cycles de privatisations et de l'émergence d'une classe nouvelle d'entrepreneurs.

L'originalité de ce texte est qu'il définit bien les enjeux pour l'Union européenne, si celle-ci veut vraiment intégrer ses nouveaux membres de l'Est du continent. L'auteur démontre qu'en l'absence d'une vraie convergence culturelle et sociale, l'intégration des huit nouveaux pays membres autrefois sous la tutelle soviétique manquera son objectif principal et provoquera rapidement une vague de frustrations. L'idée selon laquelle le seul objectif d'une prospérité économique au sein du club des 25

pourrait suffire ne tient pas, affirme en substance l'auteur. L'Europe doit avoir mieux à offrir qu'un taux de croissance – au demeurant en panne ou presque ces dernières années – pour réussir l'insertion de ses nouveaux adhérents.

L'autre vertu de l'article est qu'il replace les mutations politiques de l'Europe de l'Est dans un contexte historique. Les nouveaux pays membres de l'Union ne sont pas des pays jeunes, loin s'en faut. Ils constituent au contraire l'un des cœurs historiques du continent, son maillon crucial pour les échanges avec l'Orient. Rater leur insertion reviendrait donc à rajouter à l'échec politique une nouvelle fracture culturelle, entre une Europe de l'Ouest sûre de son fait et un pôle oriental instable, en quête d'identité. L'ambition européenne et le souci d'un développement réellement partagé imposent de tout faire pour ne pas tomber dans ce piège.

Richard Werly

* Lidmila Němcová est une économiste tchèque. Depuis 1991, elle enseigne l'éthique des affaires dans les universités tchèques. Elle est également présidente de l'Association tchèque de l'éthique dans l'économie et travaille dans les structures du mouvement tchèque *Křesťan a práce* (Chrétien et travail) et au Mouvement des travailleurs chrétiens d'Europe. L'article ci-dessous est basé sur les opinions et expériences personnelles de l'auteur.

Depuis le 1er mai 2005, le nombre des pays membres de l'Union européenne est passé à vingt-cinq. Désormais, l'Union comprend huit nouveaux pays membres qui appartenaient auparavant au bloc des ex-pays socialistes de l'Est : l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, la Slovaquie, la Slovénie et la Tchéquie. Les autres pays européens de ce bloc continuent pour leur part d'être candidats à l'Union.

Le bloc des pays socialistes s'est constitué en Europe et dans les autres parties du monde après la Seconde

Guerre mondiale (l'URSS et la Mongolie avaient été proclamées pays socialistes bien avant cette guerre). Ce bloc est souvent perçu comme un ensemble homogène. Mais on oublie qu'il est composé de pays très divers. Leur seule caractéristique commune réside dans le fait qu'ils ont appliqué le même modèle socialiste – un modèle qui par ailleurs a échoué. L'histoire de ces pays, leurs caractéristiques, leurs situations économiques et politiques, leurs niveaux achevés de démocratie étaient et demeurent toujours très différents. Leur admission dans la Communauté euro-

péenne est simplement due au fait qu'ils répondaient aux critères économiques fixés par l'Union.

On peut se demander en quoi ces nouveaux pays membres sont influencés par l'Union et réciproquement. Qu'apportent-ils à la Communauté à travers leurs expériences historiques, culturelles, sociales et leurs richesses naturelles ? On peut d'abord noter, l'apport de neuf langues supplémentaires à l'ensemble des langues officielles de l'Europe (en dehors des langues nationales, il faut en effet ajouter

le russe qui est parlé par les minorités russophones des pays baltes). Mais ces pays amènent aussi avec eux bien d'autres différences. Celles-ci sont liées à la géographie, aux populations, au niveau économique, au coût horaire de la main d'œuvre, etc. Il faut ajouter que tous ces pays ouvrent leurs marchés aux produits européens d'exportation, au capital financier, à la force de travail, aux idées nouvelles, à la technologie, au savoir-faire (*know how*), etc.

Aujourd'hui, si l'on évalue la période post-socialiste, on peut déjà repérer les tendances et les perspectives, même si la période qui vient de s'écouler est encore trop courte pour qu'on puisse prétendre à une évaluation complète et définitive.

Une Histoire particulièrement mouvementée

Quiconque ne connaît l'histoire de ces pays ne peut appréhender la réalité présente. Pour bien saisir les tendances qui ont marqué les développements antérieur et actuel, il faut bien appréhender leur Histoire – une Histoire particulièrement mouvementée. Elle s'est caractérisée par nombre de changements de dynasties et de gouvernements, ainsi que par des transformations complètes de régimes politiques. A titre d'exemple, la République Tchécoslovaque fut proclamée en octobre 1918. Elle devint ainsi l'un des pays qui succéda à l'ancien Empire austro-hongrois désintégré à la suite de la Première Guerre mondiale. Pourtant la principauté, qui deviendra plus tard le royaume de Bohême (territoire situé dans la partie ouest de la Tchécoslovaquie), existait déjà au IX^e siècle mais sa souveraineté lui avait été ôtée par le même Empire austro-hongrois au XVII^e siècle! Après la sortie du bloc communiste, la Tchécoslovaquie va de nouveau se scinder en deux en 1993 pour former deux Etats : la Slovaquie et la Tchéquie.

Tenant compte de cette Histoire, il faut ajouter que ces territoires, considérés comme stratégiques au cœur de l'Europe, se trouvent au carrefour de cultures nationales et religieuses très différentes (slaves, allemandes, juives...). Différentes nations et nationalités (minorités ethniques) s'y côtoient. D'importants chemins de commerce s'y croisent aussi.

Après la Seconde Guerre mondiale, les grandes puissances (à Téhéran et surtout à Yalta) avaient déterminé leurs

zones d'influence. Elles avaient décidé de l'avenir des Etats et de ceux qui allaient être sous la dépendance de l'URSS, séparés de l'Ouest par le rideau de fer (la partie est de l'Allemagne y compris). D'importants bouleversements de frontières (Allemagne, Pologne, URSS) ont alors été imposés à ces pays. Après leur intégration forcée dans la zone d'influence soviétique, leurs systèmes politique et économique se sont en quelque sorte rapprochés. Ils ont dû se soumettre à la politique d'expropriation des moyens privés de production, à la nationalisation de l'industrie et des autres branches de l'économie nationale, à la collectivisation de l'agriculture, à l'introduction du système de planification centralisée... L'idéologie marxiste-léniniste est devenue l'idéologie officielle de l'État, le rôle dirigeant de la classe ouvrière et du parti communiste a été renforcé. Enfin, ces pays ont été intégrés militairement au Pacte de Varsovie et économiquement au Conseil de l'aide mutuelle économique.

Face aux dictatures dures et brutales (surtout dans les années 50) des régimes communistes, des soulèvements populaires ont vu le jour, en particulier en Hongrie (1956) et en Tchécoslovaquie (1968). Ces révoltes ont été écrasées dans le sang par les chars des forces de l'URSS et du Pacte de Varsovie. En 1981, la Pologne avec le mouvement *Solidarność* parviendra à desserrer en partie l'étau. Mais il faudra attendre la *perestroïka* en URSS pour assister à une légère libéralisation des régimes. Et enfin la chute du Mur de Berlin en 1989 pour assister à l'éclatement de l'Union Soviétique. La compréhension de cette Histoire chaotique et dramatique est indispensable pour comprendre les difficultés auxquelles sont confrontés les ex-pays socialistes de l'Europe de l'Est dans leur marche vers la démocratie.

De grandes illusions

Aujourd'hui, il est possible de commencer à faire le bilan des seize années écoulées depuis la fin des régimes communistes. Néanmoins, ce n'est pas un bilan facile à réaliser car les anciens acteurs sont encore présents dans la vie politique et sociale de ces pays. Aussi les experts de l'histoire économique et les politologues éprouvent-ils des difficultés à présenter des résultats définitifs et objectifs.

De manière générale, les révolutions donnent une impulsion aux autres

changements dans le développement de toute société. On y décèle comme facteurs décisifs : les idées, les utopies, voire même la force. Cette dernière n'est plus de mise. Les révolutions des années 90 à l'intérieur des pays de l'ex-bloc socialiste se sont en effet déroulées sans l'intervention d'aucune force militaire ni sans violence aucune – à l'exception de la Roumanie. C'est ainsi que la révolution de Prague en 1989 a pu être qualifiée de Révolution de velours.

Au lendemain de ces révolutions, les idées, les représentations ou les rêves concernant l'avenir se différencient d'une génération à l'autre en fonction des expériences personnelles. On découvrait ainsi qu'il y avait de grandes illusions pour ce qui concerne les modes de vie dans le monde occidental. D'autres divergences sont apparues quant au temps que devrait prendre le processus de transformation de l'économie et celui du changement de la société. Mais il n'existait pas de recette pour un chemin idéal et aucune expérience vérifiée qu'auraient vécu d'autres pays se trouvant dans la même situation.

Cela étant, les gens avaient de grands idéaux et d'importantes attentes. Ils pensaient qu'il était nécessaire d'un côté, de mettre à l'écart tout ce qui était mauvais et de l'autre, d'améliorer tout ce qu'on pouvait conserver. D'une manière générale, les gens voulaient combiner les garanties qu'offrait l'ancien régime par rapport à l'emploi, aux salaires, etc. avec les avantages du système capitaliste et de la démocratie. Le socialisme assurait certaines garanties sociales à plusieurs égards (hormis la démocratie au sens classique) mais il faut savoir que cela passait par des comportements paternalistes. Les citoyens devaient se conformer aux instructions et tâches de l'État (dans le domaine économique et politique) formulées par le parti communiste national ainsi que par les intérêts de l'URSS et de tout le bloc socialiste.

Aujourd'hui on peut observer une certaine nostalgie d'une partie de la population (plutôt âgée) qui, pour une bonne part de sa vie, s'était adaptée au système totalitaire. Ces gens ne trouvent pas à leur goût le système économique du marché (le capitalisme rapace) et leur adaptabilité aux dures conditions qu'impose celui-ci est très problématique. Ils manifestent du scepticisme et de ce fait leur préférence lors des élections va plutôt aux partis de gauche, communiste y compris.

Une société moderne de marché

Dans tous les Etats du bloc post-socialiste il a été établi une base commune pour une société moderne de marché. On peut cependant observer des approches différentes au cours de la transformation des économies socialistes en système capitaliste. En Tchéquie, par exemple, la privatisation s'est faite surtout sous forme de coupons (*vouchers*), mais il a aussi été procédé à la restitution pure et simple des propriétés confisquées par le régime socialiste ou à la réparation des injustices. Dans d'autres pays on a préféré d'autres formes, par exemple la vente directe de la propriété.

De nombreux débats ont porté sur le temps nécessaire à la réalisation du processus de privatisation. En tout état de cause, il y a eu un consensus de la société en faveur de la rapidité. De nouvelles relations économiques et sociales ont été établies, y compris une nouvelle stratification de la société avec une nouvelle catégorie : les entrepreneurs.

Tous les pays ont dû passer par le stade du *Gründerkapitalismus* (capitalisme dur du XIXe siècle). Naturellement il y avait d'autres chemins possibles, par exemple la participation des employés aux bénéfices. L'objectif principal était de rejoindre le niveau de vie des pays développés et une société de marché, libre et moderne. Il faut noter qu'en général tout cela s'est fait en omettant de tenir compte de l'importance des valeurs. Une société du marché, libre et moderne, s'est mise en place. En fait les gens voulaient profiter en même temps du marché, de la liberté (en pratique illimitée) et de la démocratie.

La responsabilité de chaque citoyen

Le nouveau système exigeait que soit changée la législation dans tous les secteurs de la vie. Il était nécessaire d'adopter de nouvelles lois et cela de façon rapide. Ces nouvelles lois ont comporté bien des lacunes du fait de l'ignorance ou d'une méconnaissance des principes de l'économie de marché et de la démocratie. Il était facile de contourner les lois et il y avait beaucoup d'hommes malhonnêtes qui n'hésitaient pas à retourner leur veste. Les normes législatives n'ont pas été toujours respectées. La plupart du temps, elles n'étaient pas encore définies ou bien il était difficile de les requérir. Malgré tous ces défauts et ces erreurs, on est parvenu à faire des progrès consi-

dérables en ce qui concerne le nouveau système politique et la reconstruction de la démocratie.

De plus, la loi écrite ne suffit pas à couvrir toutes les situations envisageables. La loi est la base minimum de l'éthique. Il faut donc cultiver et développer cet esprit éthique au sein de la société en changeant le comportement des citoyens : les faire passer de la passivité au sens de la responsabilité. Bien des choses dépendent de l'Etat dont la législation pose des limites pour toutes sortes d'activités. Mais bien d'autres choses dépendent du citoyen. En conséquence, celui-ci ne peut attendre, dans une attitude entièrement passive, ce que l'Etat fera pour lui, tout en lui attribuant par la suite tous les échecs. Quant aux politiciens, ils ne peuvent plus limiter leurs promesses au seul cadre de la campagne électorale et prétendre guérir tous les maux de la société – chose qu'on ne peut jamais promettre. La clef du futur, c'est la prise de responsabilité de chaque citoyen à l'égard de lui-même et des autres. « *Aime ton prochain comme toi-même !* », recommande la Bible.

Au moment de l'entrée dans l'Union européenne, les populations ont débattu de l'Europe exclusivement sous l'angle économique : quelles seront les conséquences de la privatisation, de l'adoption de l'euro, de la défense stratégique, de la dictature de l'argent, etc. Le refus de la Constitution européenne par la France et les Pays Bas a ouvert la porte au dialogue sur l'avenir de l'Europe, sur sa représentation future y compris dans les pays post-socialistes. Désormais, on se demande ce que l'entrée dans l'Union européenne nous a vraiment apporté, mis à part le fait que la législation a dû être harmonisée avec celle de l'Union.

Cela dit, il s'avère urgent d'ouvrir des perspectives et de faire respecter les lois européennes. Il faut également que soit assurée la probité des politiciens, leur honnêteté et leur comportement moral, ainsi que ceux des médias. Au cours de la dernière période, après un certain nombre de scandales économiques et politiques, des cas d'immoralité ont été dénoncés et des représentants de la vie économique et politique ont été sanctionnés et ont dû quitter leurs postes et leurs positions.

Pourtant on ne parle encore que très faiblement des valeurs de l'Europe culturelle et sociale, alors que ce devrait être l'objectif final. On sous-estime les

bases spirituelles en appréciant l'homme exclusivement en fonction de ses succès, de sa position dans la société, du profit qu'il réalise. Il nous faut définir l'homme en fonction, non pas de ses efforts mais du respect et de la défense de la dignité humaine.

Priorité à l'homme

L'Europe ne pourra véritablement se construire que si l'homme est mis au premier plan, si l'on reconnaît ses droits, ses capacités et le savoir-faire de chacun, si l'on résiste à la corruption matérialiste.

Les valeurs humanistes européennes sont des repères importants. Mais les valeurs dites libérales de l'Europe de l'Ouest, qui ont pénétré la société des

On ne parle encore que très faiblement des valeurs de l'Europe culturelle et sociale, alors que ce devrait être l'objectif final.

pays ex-socialistes à la suite des changements dans les années 90, ont accentué l'individualisme et la recherche du profit personnel au détriment de la solidarité avec les proches. Les expressions telles que solidarité, syndicats, coopératives sont déconsidérées parce que perçues comme rappelant l'époque révolue du socialisme.

Pourtant, notre avenir, notre rôle, notre identité culturelle au sein de l'Europe des vingt-cinq ne dépendent que de nous. Mais quel rôle pouvons-nous y jouer? Que peuvent les petites nations européennes lorsque l'on se souvient des événements passés? Face à la crainte de perdre notre identité nationale, il est nécessaire de se rappeler ce que disait l'ex-président tchèque Václav Havel : « *C'est nous seuls qui pouvons nous débarrasser de notre identité. Il n'y a personne à Bruxelles ni ailleurs qui puisse le faire pour nous. Le caractère et le développement de cette identité dépendent exclusivement de nous-mêmes.* »

De fait, les ex-pays socialistes veulent devenir des membres de plein droit de l'Union européenne sur la base de la solidarité, du dialogue et du consentement mutuel. Mais des inquiétudes demeurent sur la manière dont seront résolus les problèmes sociaux (réformes du système des pensions, santé publique, conditions de vie des personnes âgées..) et ceux qui ont trait à l'environnement. Cela va principalement toucher les couches économiquement faibles (retraités, malades, handicapés, familles nombreuses ou monoparentales). De plus, des phénomènes nouveaux et inopinés tels que le terrorisme sont apparus avec le processus de mondialisation.

La société civile est en route

Dans les pays post-socialistes, le processus de formation de la société civile est en route, mais il lui manque une vision claire. Depuis l'entrée dans l'Union européenne, les citoyens – tout comme les politiciens et les élites – ne sont pas encore parvenus à avoir de perspectives précises ni à se donner des priorités. Ils n'ont pas davantage de méthodes pour les mettre en œuvre.

Il faut proclamer à voix forte que la Nouvelle Europe doit être sociale, culturelle et garante de l'éthique. Mais il faut dire en même temps qu'on ne peut atteindre un tel objectif sans participation des citoyens. L'économie doit être au service de l'homme et non l'inverse. Il ne s'agit pas seulement d'efficacité technique et économique mais aussi de la responsabilité de chaque individu et du respect de la dignité des personnes. Il faut s'attacher à la dignité et à l'humanité sans privilégier l'une par rapport à l'autre.

La société civile est appelée à réfléchir collectivement à ce qui doit être entrepris « *pour les gens et avec les gens* ». Cela est impossible si le dialogue est inexistant, en particulier le dialogue social. Il faudrait engager des discussions publiques sur ce sujet et aborder le contenu des valeurs, en donnant à chacun la capacité de penser et de réfléchir sur des objectifs tels que la démocratie, la liberté, la solidarité, la subsidiarité, la responsabilité. Tout doit être fondé sur les valeurs de liberté,

mais il est nécessaire de déterminer pour qui et au nom de qui cette liberté s'exerce. La liberté n'est pas quelque chose d'illimitée, elle doit être régulée dans un cadre qui respecte le libre arbitre de chacun.

Dans tous les pays d'Europe centrale et orientale, on assiste à un déficit d'enseignement et d'éducation en ce qui concerne les besoins futurs et les visions nouvelles de la société. On parle cependant d'un système d'éducation qui durerait toute la vie et qui serait accessible à toutes les couches de la population – y compris aux citoyens âgés – dans le but d'élargir et d'approfondir leur qualification et leur connaissance. Il serait ainsi possible de compléter la qualification et l'éducation sans en limiter l'accès à quiconque.

Les populations n'ont pas encore pris conscience de la force que représentent ces organisations dans le processus de construction de la société civile.

Pour en revenir à la société civile, on constate actuellement, à côté de la variété des partis politiques, un accroissement important des organisations non gouvernementales (ONG) dans de nombreux secteurs de la société. D'autres formes d'initiatives commencent aussi à voir le jour. A titre d'exemple, on peut citer les organisations de consommateurs, les Banques éthiques, le Commerce équitable (*fair trade*), etc. Toutes se caractérisent d'un côté, par un travail bénévole de leurs membres et de l'autre, par un effort pour améliorer l'identité de l'organisation, ses coordinations avec les bénévoles, ses recherches de sponsoring, etc. En outre, ces ONG s'efforcent de co-

ordonner leurs activités en se constituant en réseaux nationaux ou internationaux. Pourtant les populations n'ont pas encore pris conscience de la force que représentent ces organisations dans le processus de construction de la société civile.

Beaucoup de débats portent aussi sur le rôle des Eglises. Dans les pays post-socialistes, il s'agit surtout des Eglises chrétiennes, mais on commence aussi à se rendre compte qu'il existe dans nos sociétés des bouddhistes, des musulmans et des gens appartenant à diverses sectes. Il est donc important de développer le dialogue interreligieux.

A présent, alors que la liberté religieuse est reconnue et qu'il n'y a plus de surveillance ni de risques pour les croyants, on perçoit une certaine perte de la foi difficile à expliquer. Dans leur mission principale, qui est celle d'être « *le sel de la terre* », les Eglises ont pourtant une opportunité exceptionnelle : celle de pouvoir orienter les croyants vers des priorités autres que la course à la consommation. Elles ont aussi la responsabilité de nourrir leurs espoirs en l'avenir d'une société plus juste et plus solidaire.

La jeunesse, qui n'a pas connu les régimes socialistes, doit prendre une place prioritaire dans les perspectives futures de nos sociétés. Ce sont les jeunes en effet qui seront les acteurs et les dirigeants de la future société civile. Leur éducation à la démocratie est la clé et l'espoir pour demain.

Lidmila Němcová

FOI ET DÉVELOPPEMENT : publié par le Centre L.-J. Lebreton depuis 1972 (10 n°/an) - ISSN 0339-0462 – Imprimerie SEPIC, Paris, 0147051759

REDACTION : Directeur : Richard Werly - Secrétaire : François Bellec - Secrétariat : Christine Join-Lambert - Conseil de rédaction : Geneviève André, Pierre-Henri Chalvidan, Alain Durand, Maryse Durrer, Jacqueline Heinrich, Darwis Khudori, Serge Lafitte, Michel Lostis, Gabriel Marc, Emile Poulat, Sergio Regazzoni, Christian Rudel, Pierre Vilain.

La reproduction des textes publiés dans *Foi et Développement* est autorisée à la seule condition que soit clairement indiquée la source : *Foi et Développement* n°..., avec les coordonnées du Centre international Lebreton-Irfed. Un exemplaire du document reproduisant le texte doit être envoyé au Centre.

CONDITIONS DE VENTE : Abonnement annuel tout pays (y compris voie aérienne) : 38 € - 60 CHF - Le numéro : 4 € - 7 CHF

Chèque en €, CHF ou US\$ à l'ordre du Centre L.-J. Lebreton - Virement sur compte Centre.L.-J. Lebreton - En France : CCP N° FR/10/ 20041/ 01012/ 3329712T033/ 50 - En Suisse : Banque Raiffeisen - 1233 Bernex, N°IBAN CH41 8018 1000 0074 9583 6 CHF

LE CENTRE INTERNATIONAL LEBRET-IRFED :

Association de droit suisse, le Centre international Lebreton-Irfed est animé par un réseau d'antennes et de correspondants, acteurs du développement solidaire. Par eux, il conduit un travail de recherche, de formation et d'action. Le budget du Centre est assuré par des cotisations, dons, subventions et prestations de service. Pour les dons, le Centre est reconnu organisme d'intérêt général ayant un caractère humanitaire et est habilité à délivrer des reçus fiscaux donnant droit à réduction d'impôt (pour la France uniquement).

CONSEIL D'ADMINISTRATION : Président : Y. Berthelot - Directeur : S. Regazzoni - Administrateurs : C. Baehrel, J. Balbis, R. Colin, T. De Guia, M. De Melo-Foucher, S. Djuweng, J.-F. Giovannini, Y. Glorieux, J. Heinrich, P. Houée, B. Huger, D. Khudori, L. Eung Kwark, B. Labaki, X. Lamblin, D. Lesaffre, A. Longchamp, M. Lostis, M. M'Baye, R. V. Mathias, R. Padrun, L. Razafimbelo, C. Roque, G. Sarazin, E. Sottas, B. Willot, F. M. Wolde.